professionnelle agricole.

Le loup aussi s'est invité par la petite porte dans le débat : là encore, le dossier a abondamment parlé dans son propos d'introduction. Plusieurs intervenants ont marqué leur colère devant

FINANCES PUBLIQUES

L'Intersyndicale mobilisée sur la défense des services

L'Intersyndicale des finances publiques de la Corrèze a réagi à l'annonce de l'appel à projet lancé par Bercy et auquel la ville de Tulle et le Département ont répondu pour tenter de récupérer des postes d'agents des impôts d'ici 2022 *(notre édition du mardi 19 décembre).*

L'intersyndicale Solidaires, CGT, FO et CFDT des finances publiques observe que les vacances de locaux que la ville préfecture souhaite voir à nouveau remplis sont « la conséquence des suppressions répétées de postes ces dernières années (79 emplois depuis 2014 à la DDFiP19), entraînant des fermetures et fusions de services, dégradant ainsi la qualité du service public rendu aux contribuables et aux élus corréziens ».

Si pour le maire de Tulle, Bernard Combes, ces retours de fonctionnaires sont « une bonne nouvelle car on va rendre aux villes préfectures ce qui leur appartient, c'est-à-dire la gestion des affaires de l'État au plan décentralisé », pour l'intersyndicale DGFiP, c'est exactement le contraire puisqu'un service national « parachuté » n'apportera aucune plus-value à la gestion des impôts et collectivités corréziens.

Selon les syndicats, la destruction totale du réseau des trésoreries et de l'accueil de proximité qu'elles assurent est toujours prévue, de même que la privatisation de l'encaissement du numéraire et la généralisation de l'accueil exclusivement sur rendez-vous.

L'intersyndicale indique que le Comité technique actera le nombre de suppressions d'emplois à la DGFiP en 2020, dans quelques jours.

Pour continuer « la résistance » engagée dès février et qui s'est matérialisée par plusieurs manifestations, l'intersyndicale Solidaires, CGT, FO et CFDT, appelle les agents corréziens à se mobiliser massivement par la grève à partir du 5 décembre « pour faire échec aux projets Darmanin de destruction de la DGFiP et Delevoye de réforme des retraites ». ■